

ABONNEMENT

Saumur	
Un an . . . . .	25 fr.
Six mois . . . . .	13
Trois mois . . . . .	7
Poste	
Un an . . . . .	30 fr.
Six mois . . . . .	16
Trois mois . . . . .	8

On s'abonne

A SAUMUR  
Au bureau du Journal  
ou en envoyant un mandat  
sur la poste  
et chez tous les libraires

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

# L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne . . . . .	20
Réclames, — . . . . .	30
Faits divers, — . . . . .	75

RESERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.  
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS  
A L'AGENCE HAVAS  
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire ;  
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 23 DÉCEMBRE

## M. de Cazenove de Pradines

Un des rédacteurs de l'Éclair est allé, à la suite de la réunion de la Droite, s'entretenir avec M. de Cazenove de Pradines qui lui a fait les déclarations suivantes :

### La Politique de la Droite

« Ce que nous avons voulu faire, nous dit-il, est bien simple, et notre titre nous dispenserait de toute explication : nous avons voulu relever notre drapeau, reprendre l'étiquette qui nous appartenait et, dans ces temps de concessions et de confusion, montrer que nous restons ce que nous sommes : des royalistes.

« Nous n'avons rien abdiqué de notre foi, de nos principes, rien perdu de nos espérances ! La royauté n'est peut-être pas à la veille de se faire, mais elle se fera. Elle se fera, parce que ce pays est foncièrement « conservateur » et que la politique conservatrice n'a quelque chance de prospérer que sur le terrain monarchique.

« Est-ce à dire que nous soyons des « cheval-légers » ? Non pas ; les cheval-légers se comprennent à l'avant-garde du parti royaliste. Nous sommes, nous, des royalistes sans épithète, et nous ouvrons nos rangs à tous ceux qui se réclament du principe monarchique et qui acceptent M. le Comte de Paris comme le représentant de ce principe.

« Nous ne sommes pas davantage des opposants de parti-pris, et nous ne voulons faire aucune obstruction systématique.

« Nous tenons à affirmer nos convictions et dire hautement qui nous sommes et ce que nous voulons. Suit-il de là que nous dissuons systématiquement repousser toute proposition qui n'émanerait pas de notre groupe ? Évidemment non, et quelque réforme que nous propose le gouvernement ou la majorité, cette réforme rencontrera notre adhésion si elle constitue un progrès véritable. »

### La question des alliances

Le rédacteur de l'Éclair ayant posé cette question :

« Vous ne donneriez donc votre concours à aucun parti d'opposition qui n'aurait pas le rétablissement de la monarchie pour raison et pour but ? »

M. de Cazenove de Pradines a répondu :

« A aucun. Vous connaissez mes idées personnelles sur le boulangisme. Vous savez que je n'ai jamais voulu m'associer à une alliance avec les partisans du général Boulanger. Mes idées sont toujours restées les mêmes. J'en parle moins, car je considère les boulangistes comme venant d'éprouver une défaite et que je n'aime pas à m'acharner sur des vaincus ; mais de ce côté, non plus, je n'ai rien abdiqué de mes sentiments. »

### Les royalistes et le peuple

M. de Cazenove a ajouté :

« On nous connaît mal en France. On ne nous connaît surtout que par les caricatures que l'on a faites de la royauté et des royalistes.

« Il faut qu'on apprenne à nous mieux juger. Il faut que le peuple, que ce peuple que nous, monarchistes, nous aimons tout autant que qui que ce soit, sache bien que nous sommes des libéraux, des progressistes et des démocrates.

« Je ne sais si dans les réformes que peut proposer tel ou tel membre de la Chambre, à quelque parti qu'il appartienne, il ne s'en trouvera pas une ou plusieurs qui peuvent paraître ou incomplètes ou imprudentes à certains de ses collègues, mais je dis que la royauté a plus fait que n'importe quel autre gouvernement pour l'amélioration du sort des travailleurs, comme l'on dit !

« Oh ! je n'ignore pas que les réformes faites il y a deux siècles ne paraîtraient plus des réformes à l'heure actuelle.

« C'est évident ; il y aurait anachronisme ! Mais la royauté aurait su être de son temps et tenir compte de la marche du progrès. Comment sait-on ce qu'elle aurait proposé puisqu'en réalité on ne l'a pas vue à l'œuvre — ou si peu — depuis un siècle ? »

### La propagande royaliste

« Ce serait une excellente chose et je crois, quant à moi, que nous avons le devoir de le faire. Ici, nous affirmerons notre politique, nous montrant ce que nous sommes, donnant notre adhésion à toute politique qui assurera au pays un bon régime douanier, de bonnes lois scolaires libérales et respectueuses de la liberté de conscience, une armée forte, susceptible de faire respecter la patrie, que ce soit sous la forme monarchique ou sous la forme républicaine.

« Dans les départements, nous expliquerons cette politique, qui, pour moi, est la seule susceptible de donner à la France l'avenir de grandeur et de prospérité auquel elle aspire — et j'ai la ferme espérance que les électeurs finiront enfin par nous comprendre et viendront à nous.

« En tout cas, nous aurons fait notre devoir ! »

## LA PEUR GOUVERNEMENTALE

### L'INTERDICTION DU PATER

Qui donc accusait le gouvernement de manquer d'énergie ? Il vient de confondre ses calomnieux en empêchant que la Comédie-Française jouât un acte en vers, de F. Coppée, de l'Académie française, intitulé le Pater. Cet acte faisait sans doute appel aux plus mauvaises passions ? Pas du tout.

Il reposait sur une fiction et peut se résumer en quelques lignes.

Un prêtre a été fusillé la veille par les communards. Il vivait avec sa sœur, qui le pleure et roule dans sa tête des projets de vengeance. Un des chefs de l'insurrection se présente. Il est poursuivi. S'il est prisonnier, c'est la mort immédiate. La sœur du prêtre assassiné prend la soutane du mort. Elle en revêt l'insurgé, qui est ainsi sauvé.

Il est certain qu'ici le beau rôle est pour « les calotins » et que l'hypothèse de l'auteur n'a rien d'excessif. On connaît des personnalités

considérables du parti communard qui, pour échapper à la répression, n'hésitèrent pas à revêtir cette robe de prêtre que les « rati-chons » ne quittaient pas lorsqu'elle constituait un danger pour ceux qui la portaient. On sait aussi que plus d'un adversaire de la Commune sauva quelque partisan, célèbre ou obscur, de la Commune.

Ce que tout le monde sait, n'est-il donc pas permis de le montrer sur le théâtre et est-ce donc exciter les passions que de rappeler qu'à côté des excès inévitables de la guerre civile, il y eut des actes qui honorent l'humanité ? Il est vrai qu'ils furent à l'honneur des conservateurs.

Le gouvernement s'imagine sans doute qu'en ne permettant pas de jouer les pièces qui se passent en 1871, on fera oublier l'existence de la Commune. Tel est du moins la seule explication officielle qu'il puisse donner de sa décision. Il en est une autre qu'on donne tout bas. On prétend que l'acte de M. Coppée donnait un trop beau rôle aux « Versaillais » et n'était pas propre à inspirer de grandes sympathies pour la Commune. On aurait craint de déplaire aux communards qui ont survécu à la répression. De là l'attitude ferme qui ne serait que l'énergie dans la peur.

M. François Coppée écrit au sujet de l'interdiction de sa pièce :

« L'action de mon drame se développe en pleine vie moderne dans les dernières convulsions de la Commune, et — pour des raisons qui m'échappent — la représentation de mon œuvre est brutalement frappée d'interdiction.

« Je n'ai pas à me défendre d'avoir cherché un scandale politique. Toute ma vie proteste contre cette accusation. J'ai usé simplement de mon droit de poète en plaçant une scène — qui vaut ce qu'elle vaut, mais que je crois inspirée par un sentiment très humain et par la morale évangélique — dans les journées de mai 1871, comme j'aurais pu lui donner pour cadre les massacres de la Saint-Barthélemy ou ceux de septembre 1792.

« Je ne discuterai pas l'acte d'un gouvernement qui semble trembler devant les conséquences de la représentation d'une pièce en un acte. C'est un ridicule que je lui laisse. Un de ces jours, je ferai le public juge de la question. Il condamnera — j'en ai le ferme espoir — cette atteinte à la liberté de l'art et de la pensée. »

## A LA CHAMBRE

Samedi, il s'est produit en séance un incident qui montre à quels procédés de basse canaillerie la « justice » républicaine ne craint pas de recourir.

Réunis dans leurs bureaux, les députés avaient nommé, dans l'après-midi, les membres appelés à composer la Commission d'enquête relative à l'élection de M. Vacher dans la deuxième circonscription de Tulle.

Par suite de l'absence d'un certain nombre de députés de la Gauche, les scrutins avaient été favorables à l'Opposition conservatrice et à l'Opposition boulangiste. La Commission comp-

tait six membres antiministériels et seulement quatre membres républicains (le 5<sup>e</sup> bureau avait ajourné l'élection de son délégué).

L'Opposition (même en cas de résultat défavorable dans ce bureau) était assurée de la majorité, c'est-à-dire de la constitution de la Commission et de la direction de l'enquête. Or, il était évident que, tout en étudiant sur les lieux les faits reprochés au boulangiste M. Vacher, elle ne pourrait manquer en bonne justice de soumettre à de fort désagréables investigations le candidat officiel et la conduite électorale de l'administration.

Il s'agissait de conjurer le péril. M. Boissy-d'Anglas est venu demander à la Chambre d'annuler l'élection de M. Daynaud dans le 3<sup>e</sup> bureau et celle de M. Amagat dans le 40<sup>e</sup>, sous prétexte que ces deux bureaux n'avaient pas réuni le nombre de membres nécessaires à la validité du vote.

Malgré l'absence de tout précédent sérieux, au mépris des plus vulgaires convenances, en dépit des énergiques protestations de MM. Le Provost de Launay, de Bernis, Delafosse et Le Hérisse, la double annulation a été prononcée par 280 voix contre 207. Aujourd'hui lundi, il sera procédé à de nouveaux scrutins. Certainement les républicains seront en nombre, feront passer leurs candidats et s'assureront ainsi la majorité dans la commission d'enquête.

Seulement ils viennent de créer un précédent dangereux. Il suffira désormais à l'opposition de s'abstenir de paraître dans certains bureaux pour empêcher la présence des deux tiers des membres requis pour la validité d'un vote et pour interdire la constitution d'une commission. Mais, bast ! la majorité en sera quitte pour réformer alors le règlement. Ces gaillards-là ne sont jamais embarrassés.

### L'ÉLECTION DE CHINON

Le 3<sup>e</sup> bureau s'est prononcé pour la validité de M. Delahaye par 16 voix contre 10.

M. Lanjuinais est nommé rapporteur.

## INFORMATIONS

### M. CARNOT INFLUENZÉ

L'Empereur Guillaume d'Allemagne payant son tribut à la maladie à la mode, le président Carnot n'a pas cru pouvoir se dispenser de s'aliter. Politesse de cour. Aussi les ministres n'ont-ils pas tenu samedi leur réunion habituelle.

### A UN SOU TOUT LE PAQUET

C'est très sérieux. La question étudiée déjà les moyens de donner suite à la proposition de loi de M. Maujean, qui a pour but de faire mettre en vente, au prix de 0,05, le compte rendu sténographique des débats parlementaires. C'est pour permettre au public « d'apprécier le travail de ses représentants ».

S'il l'apprécie à sa valeur, le public jugera certainement qu'un sou le paquet, c'est déjà trop cher.

### L'ÉVÊQUE DE SAINT-DIÉ

Le gouvernement aurait, dit-on, passé outre aux hésitations de M. l'abbé Sonnois. En effet,





